

DECLARATION COMMUNE DES FEDERATIONS DES CHEMINOTS

CGT-CFDT-FO-CFTC-SUD Rail- UNSA

LORS DE LA CPCVA DU 12 JUIN 2008

Monsieur le Président,

Vous ne serez pas surpris que le thème principal de notre intervention porte exclusivement sur le mécontentement, les craintes et les exigences des cheminots de l'Équipement déjà largement exprimés lors des deux réunions qui se sont déroulées dans le cadre de la DCI unitaire déposée le 22 mai 2008 par les Fédérations CGT-CFDT-FO-CFTC-SUD Rail- UNSA.

Cette DCI portait sur les points suivants :

- Le maintien du régime particulier des brigades voie et son élargissement à l'ensemble des agents de l'équipement ;
- La défense de l'emploi ;
- Les conditions de vie et de travail ;
- La reconnaissance des qualifications ;
- La revalorisation des primes de travail ;
- Le respect de la réglementation ;
- L'arrêt de la généralisation de la NRT en l'état actuel pour l'amélioration du S9 actuel ;
- Plus de moyens pour le service public ferroviaire ;
- Le maintien des accords locaux qui répondent à de vraies améliorations de conditions de vie et de travail pour les cheminots ;
- Que tout détachement se fasse sur la base du volontariat ;
- De réelles mesures permettant de reconnaître la pénibilité dès le début de carrière.

Malgré l'opportunité faite à la direction de l'Infra par les fédérations CGT-CFDT-FO-CFTC-SUD Rail- UNSA, par le dépôt de cette DCI afin d'éviter un conflit dans notre filière, celle-ci poursuit, voire amplifie sa politique économique et accentue sa politique de dégradation sociale.

La Direction prend donc, au travers des différents dossiers et projets qui mettent en danger l'avenir de notre filière et oblige les cheminots à se détourner de leur prérogative de service public due aux usagers, tant en terme de qualité que de sécurité, l'entière responsabilité de cette situation conflictuelle.

Par son attitude, la Direction de l'Infra aura donc fait le choix du conflit.

A de nombreuses reprises l'ensemble des cheminots de l'Équipement de tous collèges ont participé massivement aux journées d'actions initiées par les organisations syndicales et leur participation aux différentes initiatives locales a démontré qu'ils rejetaient avec force les orientations de la Direction qui n'ont pour seule finalité que la baisse d'effectifs, l'éclatement de notre entreprise et remettent de ce fait en cause la qualité de l'entretien et le niveau de sécurité.

Monsieur le Président, en matière d'emplois, le point de rupture est atteint et cela dans tous les métiers de la fonction.

Cette situation est intolérable d'autant plus que la technicité de nos métiers et la transmission des savoirs entre générations passent par une pratique au quotidien entre « anciens » et « jeunes embauchés ». Notre haut niveau de technicité, reconnu et envié, ne pourra continuer à exister que si des moyens suffisants sont donnés aux établissements.

Nous espérons que l'appel à la raison, lancé par les cheminots, a bien été entendu et que vous n'avez pas la tentation de jouer avec l'exaspération et la colère des cheminots de la fonction.

Cela doit se traduire immédiatement par des annonces, des réponses aux légitimes revendications des cheminots de l'Équipement, l'arrêt des restructurations et réorganisations rejetées par les agents et une discussion large sur la question des moyens humains, matériels d'infrastructure, d'investissement, de financement, sur l'avenir des métiers de l'équipement, le déroulement de carrière et l'ouverture rapide du dossier prime de travail.

Vos propositions des 27 mai et 02 juin 2008, ne répondent en rien aux attentes des cheminots sur l'ensemble des points cités précédemment.

Vos orientations sont évidemment inacceptables car loin d'anticiper et d'accompagner vos ambitions affichées. Mettez les moyens humains à hauteur de vos ambitions pour l'Infra. Vous faites des choix stratégiques contraires à la réussite de vos objectifs et qui ne pourront pas permettre de garantir un haut niveau de sécurité et de fiabilité de notre réseau.

Monsieur le Président, vous l'aurez compris, pour les organisations syndicales la question du devenir de la fonction équipement et du service public ferroviaire est directement liée aux moyens humains, matériels et financiers que la SNCF doit mettre en œuvre pour réussir ce défi sur l'avenir.

La Direction de l'entreprise a encore la possibilité de répondre aux attentes et aux craintes légitimes des cheminots dans le cadre du préavis national déposé par les fédérations CGT-CFDT-FO-CFTC-SUD Rail.

Dans le cas contraire, la direction portera seule la responsabilité d'un conflit majeur dans notre fonction.

